



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/41/759

S/18422

23 octobre 1986

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante et unième session

Points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68

126 et 141 de l'ordre du jour

ANNEE INTERNATIONALE DE LA PAIX

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS

DANS L'ESPACE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 40/88 DE

L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A LA

CESSATION IMMEDIATE ET A L'INTERDICTION

DES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

ET DECISIONS ADOPTES PAR L'ASSEMBLEE

GENERALE A SA DIXIEME SESSION

EXTRAORDINAIRE

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE

INTERNATIONALE

RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE

RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU

NON-RECOURS A LA FORCE DANS LES

RELATIONS INTERNATIONALES

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE

PAIX ET DE SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE

Quarante et unième année

Lettre datée du 23 octobre 1986, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'allocation prononcée à la télévision soviétique par le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M. M. Gorbatchev.

A/41/759
S/18422
Français
Page 2

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 21, 47, 54, 55, 60, 62, 68, 126 et 141 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chef adjoint de la délégation de l'URSS
à la quarante et unième session de
l'Assemblée générale des Nations Unies,

(Signé) A. M. BELONOGOV

ANNEXE

Allocution prononcée à la télévision soviétique le 22 octobre 1986 par
le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M. M. Gorbatchev

Bonsoir, chers camarades.

Une fois de plus, nous nous rencontrons, et le sujet est encore le même - Reykjavik. La question est en effet de la plus haute importance. L'issue de la rencontre avec le Président des Etats-Unis a mis le monde entier en émoi. Ces derniers jours sont apparues beaucoup de données nouvelles qui appellent une évaluation dont je voudrais vous faire part aujourd'hui.

Lors de la conférence de presse à Reykjavik, j'ai dit, vous vous en souvenez, qu'il y aura encore de nombreuses rencontres entre les dirigeants de l'URSS et ceux des Etats-Unis.

Je suis convaincu que nous n'avons pas encore bien mesuré toute l'importance de ce qui s'est passé. Mais nous ne manquerons pas de comprendre - peut-être pas maintenant, mais demain - toute l'importance de Reykjavik et nous rendrons justice aussi bien aux résultats obtenus et aux progrès accomplis qu'aux possibilités que nous avons laissé échapper et à ce que nous avons perdu.

Pour dramatiques qu'aient été les négociations et leurs résultats, la rencontre de Reykjavik nous a fait beaucoup avancer, peut-être pour la première fois depuis des décennies, dans la recherche du désarmement nucléaire.

Je persiste à penser que grâce à cette rencontre nous nous sommes placés sur un plan plus élevé non seulement dans l'analyse de la situation mais aussi dans la définition des objectifs et du cadre d'éventuels accords sur le désarmement nucléaire.

Après qu'un accord pratique sur un problème aussi complexe et d'une importance aussi vitale ait été à notre portée, nous sommes tous infiniment plus conscients du danger qui menace le monde et ressentons d'une manière plus pressante la nécessité de trouver des solutions immédiates; nous savons désormais - et c'est l'essentiel - qu'il est réellement possible d'écarter la menace nucléaire.

A cet égard, je voudrais faire remarquer que, tout récemment encore, le programme soviétique d'élimination des armes nucléaires d'ici à l'an 2000 était considéré par de nombreux "piliers" de la politique mondiale comme une illusion, un rêve chimérique.

En vérité, c'est là un cas où l'expérience, au lieu d'être enrichissante et conseillère, est une charge qui entrave la recherche de solutions.

Mais Reykjavik n'a pas seulement suscité des espoirs, il a aussi mis en lumière les difficultés sur la voie de la réalisation du désarmement nucléaire dans le monde.

C'est un fait qu'il importe de bien comprendre s'il l'on veut évaluer correctement les résultats de la rencontre en Islande.

Les forces hostiles aux efforts de désarmement sont puissantes. Nous l'avons senti lors de la rencontre et nous le sentons aujourd'hui aussi. A l'heure actuelle, on parle beaucoup de Reykjavik.

Les gens réalistes considèrent la rencontre en Islande comme un événement politique majeur.

Ils se félicitent qu'elle ait permis de faire franchir de nouvelles limites qualitatives à la lutte contre les armes nucléaires. Les résultats de Reykjavik, tels que les évaluent les dirigeants soviétiques, sont encourageants pour tous ceux qui souhaitent une nette amélioration de la situation.

Des évaluations intéressantes sont formulées dans les sphères gouvernementales, sociales et scientifiques de la majorité des pays. Les possibilités qui se sont esquissées sont présentées comme répondant aux aspirations de l'humanité.

De l'avis général, la rencontre a permis de porter le dialogue américano-soviétique sur un plan nouveau, de même d'ailleurs que l'ensemble du dialogue Est-Ouest.

Le dialogue est passé de la platitude des calculs techniques et des comparaisons chiffrées à de nouveaux paramètres et a acquis des dimensions nouvelles.

A partir de là, on découvre de nouvelles perspectives de solutions aux problèmes qui nous semblent aujourd'hui si aigus - je pense en particulier à la sécurité, au désarmement nucléaire, à la nécessité d'empêcher de nouvelles spires de la course aux armements et d'arriver à une compréhension nouvelle des possibilités qui s'offrent à l'humanité.

La discussion qui s'est ouverte dans le monde sur les résultats de la rencontre n'en est encore, peut-on dire, qu'à son tout premier stade. Je pense, et je suis même convaincu, qu'elle va gagner en intensité. A notre avis, les peuples, les sphères politiques et sociales vont aussi intensifier leurs efforts communs visant à tirer parti des possibilités créées par la rencontre de Reykjavik.

La voie à suivre pour régler les principaux problèmes dont dépend le destin même de l'humanité a été tracée à Reykjavik.

Mais depuis Reykjavik, on a aussi constaté autre chose.

Les milieux liés au militarisme, qui tirent profit de la course aux armements, sont manifestement pris de panique. Ils font tout leur possible pour maîtriser cette situation nouvelle et coordonnent leurs actions pour désorienter l'opinion par tous les moyens : contrôler l'état d'esprit de vastes secteurs de l'opinion mondiale, étouffer leur élan vers la paix, empêcher les gouvernements d'adopter une position claire en ce moment historique décisif.

Ces milieux ont à leur disposition le pouvoir politique, des leviers économiques et de puissants moyens d'information. Il convient de ne pas surestimer leur force, ni non plus de la sous-estimer. De tout cela, il ressort naturellement que la lutte sera difficile.

Le camp des adversaires de la détente et du désarmement a commencé à regrouper ses forces et il déploie des efforts fébriles pour dresser des obstacles et faire avorter le processus engagé à Reykjavik.

Dans ces conditions, j'estime nécessaire de revenir sur les questions qui figurent en bonne place à l'ordre du jour par suite de la rencontre en Islande.

Notre point de vue, que j'ai exposé une heure après la fin de la rencontre, n'a pas changé. J'estime nécessaire d'en parler non seulement pour confirmer nos évaluations antérieures, mais aussi pour attirer votre attention sur le chassé-croisé et la divergence que nous observons. Cela peut être provoqué par le désarroi, la confusion, ou il peut s'agir d'une action préméditée pour duper les gens simples.

On donne diverses explications des objectifs fixés pour la rencontre. Après avoir d'abord jeté l'anathème sur Reykjavik, on est vite passé, unaniment, à des transports d'enthousiasme.

On a commencé une campagne effrénée pour s'approprier les propositions d'autrui.

Le gros des forces a été lancé dans la défense de l'IDS, qui a perdu tout prestige à Reykjavik. D'une façon générale, c'est la grande agitation à Washington.

De quoi s'agit-il? Du jeu pré-électoral pour lequel on a besoin d'un succès à Reykjavik? Ou bien de la politique imprévisible pour les années à venir?

Ce phénomène doit être sérieusement étudié.

Il n'a pas échappé à notre attention que certains milieux politiques s'efforcent d'orienter l'examen des résultats de la rencontre dans un sens déterminé.

Les principaux éléments de cette campagne méritent d'être mentionnés. On cherche à justifier la position destructive du Gouvernement des Etats-Unis, qui s'est rendu à Reykjavik sans s'être préparé - je dirais même, encore une fois, avec de vieux bagages - et qui, lorsqu'il n'y a pas moyen de prendre la tangente et que la situation a exigé des réponses claires, a saboté la possibilité de conclure cette rencontre par une entente.

Dans la nouvelle situation de l'après-Reykjavik, on veut obliger l'URSS à revenir aux anciennes approches, à reprendre les discussions chiffrées stériles et à tourner en rond sans issue.

Il est évident qu'il y a à l'Ouest beaucoup d'hommes politiques pour qui les négociations de Genève servent davantage de paravent que de forum pour la recherche d'une entente.

Ce qu'auparavant l'on dissimulait soigneusement apparaît aujourd'hui plus clairement : il y a dans les milieux dirigeants américains et d'Europe occidentale des forces puissantes qui cherchent à saboter le processus de désarmement nucléaire; d'aucuns ont recommencé à affirmer que l'arme nucléaire était quasiment un bienfait.

On dit qu'une demi-vérité est le plus dangereux des mensonges. Il est très préoccupant que non seulement les médias de droite, mais aussi de hautes personnalités du Gouvernement américain adoptent cette position - qui est parfois un mensonge pur et simple.

J'ai déjà eu l'occasion d'exposer comment les choses s'étaient passées à Reykjavik. Nous sommes arrivés à cette rencontre avec des propositions constructives de réduction des armements, les plus radicales de toute l'histoire des négociations soviéto-américaines. Ces propositions tiennent compte des intérêts des deux parties.

A mon arrivée en Irlande, je les ai évoquées la veille de la rencontre, au cours d'un entretien avec les dirigeants de ce pays. Et ces propositions ont été remises au Président des Etats-Unis dès notre premier entretien.

De portée considérable et liées entre elles, elles représentent un ensemble complet et fondé sur notre programme pour l'élimination des armes nucléaires d'ici à l'an 2000, annoncé le 15 janvier.

Premièrement. Réduire de moitié tous les armements stratégiques, sans exception.

Deuxièmement. Eliminer totalement les missiles américains et soviétiques à moyenne portée en Europe et entamer immédiatement des négociations sur les missiles de ce type en Asie, ainsi que sur les missiles d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres, dont nous avons proposé de geler immédiatement le nombre.

Troisièmement. Renforcer le régime du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques et entamer de vastes négociations sur l'interdiction complète des essais nucléaires.

Sur la base des propositions soviétiques ont eu lieu à Reykjavik des discussions dont j'ai déjà parlé en détail dans mes déclarations antérieures.

Après une lutte difficile et d'après discussions, il y a eu un rapprochement encourageant des positions sur deux des trois points proposés.

La logique des négociations a amené les parties à fixer des délais concrets pour l'élimination des armements offensifs stratégiques. Le président Reagan et moi-même sommes convenus que les armes de ce type de l'URSS et des Etats-Unis pouvaient et devaient être entièrement éliminées d'ici à 1996.

Nous sommes également parvenus à une entente sur l'élimination complète des missiles américains soviétiques à moyenne portée en Europe et sur une réduction radicale des missiles de cette catégorie en Asie.

Nous attachons une importance primordiale à ces ententes entre l'URSS et les États-Unis ; elles ont montré que le désarmement nucléaire est possible.

Voilà la première partie de la vérité sur Reykjavik. Mais il y a aussi une autre moitié de la vérité, à savoir, comme je l'ai déjà dit, que la partie américaine a fait échouer un accord historique qui était, semblait-il, à notre portée.

Le Gouvernement des États-Unis s'efforce maintenant par tous les moyens de convaincre les gens que s'il n'a pas été possible de remporter un grand succès sous forme d'accords concrets, c'est dû essentiellement à l'intransigeance de la partie soviétique à propos du programme dit "initiative de défense stratégique".

On dit même que nous aurions attiré le Président dans un piège en présentant des propositions "à couper le souffle" sur la réduction des armements offensifs stratégiques et des missiles à moyenne portée, puis que nous aurions exigé, en manière d'ultimatum, qu'il renonce à l'IDS.

Mais l'essentiel de notre position et de nos propositions se résume comme suit : nous souhaitons une réduction, puis l'élimination totale des armes nucléaires et nous sommes fermement opposés à toute nouvelle phase de la course aux armements et à son extension à l'espace.

Partant, nous sommes contre l'IDS et pour le renforcement du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

Il est évident pour toute personne sensée que si nous nous acheminons vers des réductions radicales des armements, puis vers l'élimination complète des armements nucléaires, il faut exclure toute possibilité qui pourrait être exploitée par la partie soviétique ou la partie américaine pour acquérir unilatéralement la supériorité militaire.

A notre avis, si l'IDS est si dangereuse, c'est précisément parce qu'elle implique l'extension de la course aux armements dans un nouveau domaine et la volonté d'installer des armes offensives dans l'espace et de s'assurer ainsi la suprématie militaire.

L'IDS retarde la cessation de la course aux armements et la liquidation des armements nucléaires; elle constitue le principal obstacle à la dénucléarisation du monde.

Lorsque le Secrétaire d'Etat des États-Unis, M. Shultz, dit au peuple américain que l'IDS représenterait en somme une "police d'assurance" pour l'Amérique, il cherche manifestement à l'induire en erreur, pour ne pas dire plus.

En réalité, loin de renforcer la sécurité des Etats-Unis, l'IDS déstabilise la situation politique et militaire en ouvrant une nouvelle phase de la course aux armements; par conséquent, elle réduit tout à la fois la sécurité des Etats-Unis et du monde en général.

Cela, les Américains doivent le savoir.

Ils doivent également savoir que la position des Etats-Unis au sujet de l'IDS, telle qu'elle a été exposée à Reykjavik, est totalement incompatible avec les dispositions du Traité concernant les systèmes antimissiles balistiques. L'article XV reconnaît bien à chaque partie le droit de se retirer du Traité, mais seulement dans des circonstances déterminées, à savoir si "des événements extraordinaires ... ont compromis ses intérêts suprêmes". Jusqu'à présent, il n'y a eu aucun événement de cette nature. Et il est évident que l'élimination des armements nucléaires - si elle commence à devenir réalité - réduirait encore davantage la probabilité de tels événements extraordinaires. C'est logique.

L'article XIII du Traité prévoit en outre que les parties doivent "(étudier), le cas échéant, toute proposition tendant à renforcer la viabilité du Traité". Les Etats-Unis cherchent au contraire à dévaloriser le Traité, à le vider de son sens. Pourtant, toutes ces dispositions figurent dans un document qui a été signé par le représentant suprême des Etats-Unis.

On a beaucoup affabulé pour rehausser le prestige de l'IDS. On a dit par exemple qu'elle effraie terriblement les Russes. Ou encore que c'est justement l'IDS qui a amené les Russes à la table de négociation de Genève et ensuite à Reykjavik. Selon un troisième scénario, l'IDS serait le seul salut de l'Amérique face à la "menace soviétique". Quatrièmement, elle assurerait aux Etats-Unis une avance technologique importante par rapport à l'URSS et aux autres pays. Et ainsi de suite.

Connaissant maintenant bien le problème, je ne peux dire qu'une chose : la poursuite du programme IDS entraînera le monde dans une nouvelle phase de la course aux armements et déstabilisera la situation stratégique.

Tout le reste de ce qu'on affirme à propos de l'IDS est fortement sujet à caution et vise en fait à vendre un produit douteux et dangereux en le présentant dans un emballage attrayant.

Lorsqu'il défend sa position - qui a empêché un accord à Reykjavik - le Président pose des questions de pure rhétorique : "Pourquoi les Russes exigent-ils aussi obstinément que l'Amérique reste perpétuellement vulnérable à une attaque de missiles soviétiques? Pourquoi l'Union soviétique insiste-t-elle pour que nous soyons constamment sans défense?"

Je dois avouer que ces questions me surprennent. Elles semblent sous-entendre que le Président américain est capable de rendre son pays invulnérable, de le protéger totalement contre une attaque nucléaire.

Or, tant que les armes nucléaires n'auront pas disparu et que la course aux armements se poursuivra, il n'aura pas ce pouvoir. Et nous non plus bien entendu.

Si le Président compte sur l'IDS à cet égard, c'est en vain. Ce système ne pourrait être efficace que si tous les missiles étaient éliminés. Mais alors, on peut se demander à quoi servirait une défense antimissiles. Pourquoi veut-on la mettre en place? Je ne parle même pas du gaspillage financier que cela impliquerait - selon certaines estimations, le coût d'un tel système se chiffrerait à plusieurs trillions de dollars.

Nous essayons encore de convaincre l'Amérique de renoncer à cette entreprise dangereuse. Nous essayons de convaincre le Gouvernement américain d'emprunter une autre voie pour assurer son invulnérabilité et sa défense - celle qui consiste à éliminer complètement les armements nucléaires et à mettre en place un système général de sécurité internationale qui exclurait toute possibilité de guerre, aussi bien nucléaire que classique.

A ce jour, le programme IDS continue néanmoins à faire partie intégrante de la doctrine militaire des Etats-Unis.

La Directive sur la défense pour la période 1984-1988 - encore en vigueur -, qui a été établie au Pentagone au début du mandat du président Reagan, prévoit carrément la mise au point de systèmes basés dans l'espace, y compris des dispositifs permettant de détruire les satellites soviétiques, le renforcement des systèmes de défense antimissiles couvrant le territoire des Etats-Unis et la possibilité que ce pays se retire du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques.

Il est souligné dans le document en question que la rivalité militaire avec l'URSS doit s'orienter dans des directions nouvelles pour ôter toute signification aux dépenses que ce pays a consacrées jusqu'ici à sa défense et rendre tous les armements soviétiques obsolètes. Vous voyez qu'une fois encore, on poursuit un mirage - pour reprendre la formule qui avait été employée par le président Nixon -, on cherche à avoir l'Union soviétique à l'usure.

Le Gouvernement actuel retient difficilement les leçons du passé.

N'est-ce pas précisément la raison pour laquelle il s'accroche aussi obstinément à l'IDS? Les projets de "guerre des étoiles" sont devenus le principal obstacle à un accord sur l'élimination de la menace nucléaire. Et c'est en vain que Washington essaie à présent de donner l'impression que nous nous acheminons vers un tel accord.

Eliminer nos armements nucléaires comme moyen de décourager une agression américaine et en échange nous exposer à une menace venant de l'espace? Il faudrait être politiquement très naïf pour accepter une telle formule. Ce n'est pas le cas des dirigeants soviétiques.

Il est difficile d'accepter qu'à cause de tout cela, on ait laissé passer une chance unique de délivrer l'humanité de la menace nucléaire. C'est précisément dans cette perspective qu'au cours de la Conférence de presse donnée à Reykjavik,

J'avais déclaré que selon nous le dialogue n'était pas terminé et que nous espérons qu'à son retour, le président Reagan consulterait le Congrès et le peuple américain et prendrait les décisions qui devaient logiquement découler de ce qui avait été réalisé à Reykjavik.

La réalité a été bien différente. D'une part, on a donné une représentation totalement déformée des négociations de Reykjavik - je reviendrai sur ce point - et, d'autre part, on a pris ces jours-ci des mesures qu'un individu normal ne peut que qualifier de barbares après une rencontre au sommet aussi capitale entre les dirigeants des deux pays.

Je pense à l'expulsion des Etats-Unis de 55 agents diplomatiques et consulaires soviétiques. Bien entendu, nous prendrons des mesures de rétorsion, des mesures très énergiques, pour être en quelque sorte à égalité. Cet abus ne sera pas toléré. Mais je voudrais à présent évoquer un autre point.

De quel genre de gouvernement s'agit-il, que peut-on en attendre dans d'autres domaines, sur la scène internationale? Jusqu'où peut aller l'imprévisibilité de ses actes?

En fait, non seulement il n'avance aucune proposition constructive sur les principaux problèmes du désarmement mais, de surcroît, il ne souhaite même pas préserver le climat indispensable à la poursuite d'un dialogue normal. En fin de compte, Washington ne s'intéresse à aucune de ces deux choses.

Une conclusion s'impose. Elle a déjà été amplement vérifiée dans le passé. Chaque fois qu'on découvre une lueur d'espoir dans l'attitude adoptée à l'égard des questions importantes touchant les relations soviéto-américaines, du règlement des problèmes qui mettent en jeu les intérêts de toute l'humanité, il y a aussitôt un geste de provocation pour empêcher tout progrès et empoisonner l'atmosphère.

Quel est donc le vrai visage du Gouvernement américain? Est-il en quête de résultats et de solutions ou veut-il en fin de compte saper tout ce qui pourrait déboucher sur un progrès et empêcher toute normalisation à dessein?

Un portrait fort peu flatteur du gouvernement d'un grand pays se dessine, celui d'un gouvernement très enclin à pratiquer une politique destructrice. Le Président se laisse peut-être trop influencer par son entourage qui éprouve une haine viscérale à l'égard de l'URSS et de tout ce qui pourrait rétablir une certaine sérénité dans les relations internationales ou alors c'est lui qui souhaite une telle situation. En tout état de cause, nul ne peut faire entendre raison aux "faucons" de la Maison-Blanche. Cela est très dangereux.

Pour ce qui est du compte rendu qui a été donné aux Américains de la rencontre de Reykjavik, l'attitude adoptée a été tout à fait conforme à ce que j'ai dit précédemment. Certains faits ont été dissimulés. On leur a révélé seulement la moitié de la vérité, celle que j'ai évoquée tout à l'heure. Les choses ont été présentées comme si les Etats-Unis, agissant en position de force, avaient quasiment contraint l'Union soviétique à accepter leurs propres conditions.

Et le jour n'est pas éloigné où les Etats-Unis, à les entendre, atteindront leur but : il leur suffit de ne pas ralentir le rythme des préparatifs militaires, d'accélérer le programme de la "guerre des étoiles" et d'accentuer les pressions dans toutes les directions.

Ces derniers jours, on a vu une grande cause s'enliser dans de mesquines intrigues politicardes, les Etats-Unis sacrifiant aux fabricants d'armes les intérêts vitaux de leur peuple et de ses alliés, ainsi que la sécurité internationale en général.

Tant de choses ont été dites sur l'ouverture d'esprit de la société américaine, sur la liberté d'information, sur la diversité des opinions et sur le droit de chacun de voir et d'entendre ce qui lui plaît.

A Reykjavik, soulignant les différences entre nos deux systèmes, le Président m'a dit : "Nous reconnaissons la liberté de la presse et le droit d'écouter tous les points de vue." Je cite là ses propres paroles. Mais qu'en est-il dans la réalité?

Voici le fait le plus récent.

On m'a rapporté que notre agence de presse Novosti avait publié en anglais le texte de la conférence de presse que j'ai faite à Reykjavik et celui de ma déclaration à la télévision soviétique et les avait fait parvenir à de nombreux pays, dont les Etats-Unis.

Eh bien! la brochure où ils figurent est retenue depuis plusieurs jours par la douane américaine. On empêche le public d'en prendre connaissance. Voilà la vérité sur "le droit d'entendre tous les points de vue"!

Autre exemple : en ce qui concerne les affaires humanitaires, j'ai dit au Président : "Prenez par exemple le cinéma. On peut voir un très grand nombre de films américains dans les salles soviétiques. Le peuple soviétique a ainsi la possibilité de se représenter le mode de vie et de pensée des Américains. Mais dans la 'libre Amérique', on ne projette pratiquement pas de films soviétiques."

Le Président a éludé le problème, invoquant, comme d'ordinaire en pareil cas, le système de l'entreprise privée suivant lequel, paraît-il, chacun fait ce qu'il veut.

Je lui ai parlé aussi de la publication des livres américains chez nous et des livres soviétiques aux Etats-Unis : le rapport est approximativement de 20 à 1.

J'ai également abordé avec lui la question de l'information radiophonique. Je lui ai dit que, dans ce domaine, nous étions aussi désavantagés. "Vous avez disposé autour de l'Union soviétique un réseau d'émetteurs et vous diffusez, 24 heures sur 24, tout ce qui vous plaît depuis le territoire d'autres pays, dans de nombreuses langues parlées en Union soviétique. Quant à l'Amérique, profitant de ce que nous ne sommes pas proches voisins, elle s'est mise hors de portée de nos informations radiodiffusées sur ondes moyennes - et les récepteurs américains sont tous de ce type." A cela non plus, le Président n'a pas pu répondre.

Je lui ai alors fait la proposition suivante : "Nous interrompons le brouillage de la 'Voix de l'Amérique' et vous nous donnez la possibilité de diffuser aux Etats-Unis des programmes radiophoniques depuis votre territoire même ou d'un pays voisin quelconque - de manière à atteindre la population de votre pays." Le Président a promis d'y réfléchir.

Il semble que les Etats-Unis deviennent une société de plus en plus fermée où les gens sont isolés, avec ruse et efficacité, de toute information objective. C'est là un processus dangereux.

Le peuple américain doit savoir la vérité sur ce qui se passe en Union soviétique, sur la nature véritable de notre politique extérieure et sur nos intentions réelles, ainsi que sur la situation mondiale dans son ensemble.

Dans la conjoncture présente, je dirais que c'est là un point d'une importance exceptionnelle.

Quelques mots maintenant sur la manière dont le bilan de Reykjavik est présenté aux Etats-Unis. Il a suffi de quelques heures, de quelques jours tout au plus, pour que tous les points examinés lors de cette rencontre commencent à s'obscurcir dans un nuage d'inventions et de fantaisies. On tente de détruire les germes de la confiance avant qu'ils n'aient eu le temps de porter fruit.

Le Président a déclaré il y a quelques jours que seuls les missiles balistiques avaient fait l'objet d'un accord et ses collaborateurs ont dit franchement que les bombardiers et tous les missiles de croisière demeuraient intouchés.

Le Secrétaire d'Etat a donné une autre version, à savoir que l'accord portait sur toutes les armes stratégiques. A propos, il a assisté à mes entretiens avec le Président, de même que notre ministre des affaires étrangères, E. A. Chevarnadzé.

M. Spakke, porte-parole de la Maison-Blanche, a dit que le Président avait peut-être été mal compris et qu'il n'avait jamais accepté l'élimination de toutes les armes nucléaires.

On est allé jusqu'à déformer carrément les faits.

On affirme par exemple qu'à la précédente rencontre, le Président des Etats-Unis n'avait pas souscrit à la proposition soviétique tendant à éliminer totalement, d'ici 1996, toutes les armes stratégiques offensives de l'URSS et des Etats-Unis. On dirait qu'il a été impossible de parvenir à un point de vue unique sur notre proposition.

En tant que participant aux pourparlers, j'affirme en toute solennité que le Président a effectivement consenti, bien que sans grand enthousiasme, à l'élimination de toutes les armes stratégiques offensives, je souligne toutes, et non seulement de certaines catégories. Elles devaient être détruites précisément en 10 ans, en deux étapes.

Les interprétations proposées de l'examen du problème des essais nucléaires sont tout aussi éloignées de la vérité. L'approche unilatérale de cette question par les Etats-Unis est présentée de manière à faire croire que l'Union soviétique était pleinement d'accord. Ce n'était pas, ce ne pouvait pas être le cas.

La question de l'élimination des missiles à moyenne portée en Europe est également présentée de manière incorrecte. On ne se contente pas de la séparer de l'ensemble de mesures proposé par la partie soviétique.

On commence maintenant à présenter le fait que nous avons accepté de geler le nombre des missiles d'une portée inférieure à 1 000 kilomètres comme une "reconnaissance" par l'Union soviétique du "droit" qu'auraient les Etats-Unis de déployer en Europe occidentale des missiles américains de même catégorie.

Devant ces interprétations, on en arrive vite à se demander de quoi nous avons parlé à Reykjavik. S'agissait-il d'écarter la menace nucléaire, et de réduire puis d'éliminer les armes nucléaires, ou bien d'aggraver encore cette menace, de diversifier les arsenaux nucléaires, de transformer en un théâtre de guerre non seulement la planète, mais aussi l'espace et tout l'univers? Voilà ce qui s'est passé, camarades.

La perspective d'une éventuelle compréhension mutuelle entre l'URSS et les Etats-Unis a tellement effrayé certains qu'ils se sont vite mis à dresser des obstacles totalement inconcevables et à inventer des "conditions préalables".

Un aide du Président est allé jusqu'à dire que les Etats-Unis, avant de s'engager sur la voie du désarmement nucléaire, "devaient assister à une modification du climat politique en Union soviétique".

Tout cela manque de sérieux, du sérieux le plus élémentaire.

Quand des prétentions analogues ont été avancées voici 40 ou 70 ans, il était encore possible d'y voir un manque de réflexion, une méconnaissance des faits historiques, mais c'est aujourd'hui la preuve d'une totale incompréhension des réalités.

La question des armes classiques figure également parmi les "conditions préalables". Elle est déjà suffisamment sérieuse en elle-même. La thèse selon laquelle l'Union soviétique et les Etats parties au Traité de Varsovie auraient la supériorité dans le domaine des armements classiques est encore très répandue en Occident. C'est cette "supériorité" qui contraindrait l'OTAN à renforcer constamment son potentiel nucléaire.

Il n'existe bien sûr aucun déséquilibre. Après Reykjavik, ce fait a été pour la première fois publiquement reconnu par MM. Shultz et Reagan. Mais le problème ne consiste pas simplement à maintenir la parité. Nous ne voulons pas que la course aux armements passe du domaine des armes nucléaires à celui des armes classiques.

Je rappelle que la proposition que nous avons formulée en janvier sur l'élimination des armes nucléaires l'ici la fin du siècle comprenait également des dispositions concernant l'élimination des armes chimiques et des réductions importantes dans le domaine des armes classiques.

Depuis janvier, nous sommes revenus à plusieurs reprises sur cette question. Les propositions des pays parties au Traité de Varsovie ont été formulées cet été à Budapest sous leur forme la plus détaillée. Nous les avons communiquées à l'autre partie - je veux dire aux membres de l'OTAN.

Aucune réponse n'y a encore été faite.

Depuis Reykjavik, chaque jour montre clairement que la rencontre d'Islande constitue la pierre de touche à laquelle se mesure la vraie valeur des paroles et des déclarations des hommes politiques.

Que n'a-t-on raconté sur la nécessité d'échapper au cauchemar nucléaire, sur le soulagement de vivre un jour dans un monde libéré de l'atome, pourvu seulement que l'Union soviétique et les Etats-Unis fassent sortir le problème de l'impasse!

Mais une lueur d'espoir n'a eu qu'à paraître et beaucoup de ceux qui, hier encore, maudissaient l'arme nucléaire et protestaient de leur attachement à l'idée d'un monde sans atome, ont aussitôt disparu.

On entend même des voix en Europe occidentale clamer qu'il serait difficile de se passer des armes nucléaires et des missiles américains.

Le problème réside, de toute évidence, dans le fait que les responsables de la politique occidentale ne considèrent nullement l'arme nucléaire d'un point de vue défensif. Il serait difficile autrement d'expliquer pourquoi on cherche maintenant des prétextes afin de conserver les missiles ou pourquoi le programme de l'IDS bénéficie d'un appui des milieux gouvernementaux.

Voici un sujet de réflexion qui s'impose tant à nous-mêmes qu'à l'opinion occidentale.

Parallèlement aux attaques directes, on se livre à des manœuvres plus habiles. Ne pourrait-on retirer de la table de négociation les propositions les plus avantageuses et ignorer celles qui, pour diverses raisons, ne sont pas de votre goût?

On dit qu'à Reykjavik les difficultés sont venues de ce que nous, les Soviétiques, avons présenté nos propositions fondamentales sous forme d'un tout indissociable. Mais ce tout, c'est l'équilibre des intérêts et des concessions, l'équilibre des inquiétudes qu'on apaise, c'est la dépendance réciproque des intérêts en matière de sécurité. C'est comme si tous les éléments en jeu étaient sur une balance; il faut équilibrer les deux plateaux.

C'est sans doute pourquoi on veut, en Occident, fragmenter cette présentation équitable et logiquement fondée d'accord global, sans rien faire pour rétablir l'équilibre des concessions.

Toutes les propositions que nous avons formulées à Reykjavik sont liées objectivement aux systèmes d'armes stratégiques centraux. Nos concessions forment aussi une partie du tout. Sans un règlement d'ensemble, il n'y aura pas non plus de concessions.

On touche ici à l'essence même de notre sécurité nationale. Mais cette approche garantit également la sécurité des Etats-Unis et celle de tous les autres pays.

Voilà pourquoi nous accordons autant d'importance au renforcement du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques. Nous ne voulons enfreindre aucune de ses dispositions. Bien au contraire, nous sommes hostiles à toute révision, adjonction ou autre modification, et à plus forte raison à l'idée de le remplacer par un autre, comme l'a envisagé le président Reagan à Reykjavik, peut-être par mégarde.

J'ai été très surpris, je le reconnais, quand, durant la rencontre, il a entrepris de convaincre la partie soviétique, et moi personnellement, de ne pas considérer ce traité comme un "texte sacré". Et comment faut-il considérer les traités? Comme des chiffons de papier?

Sans un strict respect des traités, à plus forte raison d'un traité aussi fondamental, il est impossible d'assurer l'ordre international et un minimum de stabilité, en l'absence desquels le monde sera en proie à l'arbitraire et au chaos.

Je le répète une fois de plus : quand on préfère l'IDS au désarmement nucléaire, une seule conclusion demeure possible - on tente au moyen de ce programme militaire d'invalider l'axiome des relations internationales contemporaines, énoncé dans les mots simples et clairs sous lesquels le Président des Etats-Unis et moi-même avons l'an passé apposé nos signatures. Ces mots sont les suivants : il est impossible de conduire une guerre nucléaire, il est impossible d'y remporter la victoire.

Je dirai ceci en conclusion : l'Union soviétique a fait preuve dans ses propositions du maximum de bonne volonté. Ces propositions, nous les maintenons! Tout ce qui a été dit au sujet de leur argumentation et de leur élaboration même demeure valable.
